

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
15 juin 2015
Français
Original : anglais

Compte rendu analytique de la 15^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 22 mai 2015, à 15 heures

Président : M^{me} Feroukhi (Algérie)

Sommaire

Adoption de dispositions pour couvrir les coûts de la Conférence (suite)

Pouvoirs des représentants à la Conférence (*suite*)

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (*suite*)

Examen et adoption du (des) document(s) final (s) (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

15-07990X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 17 h 20

Adoption de dispositions pour couvrir les coûts de la Conférence (suite) (NPT/CONF.2015/47)

1. **La Présidente** attire l'attention sur le document [NPT/CONF.2015/47](#) contenant le barème de répartition des coûts fondé sur la participation effective des États parties à la Conférence. Ce document doit être lu conjointement à l'article 12, et l'appendice, du règlement intérieur adopté par la Conférence le 27 avril 2015. La Présidente croit comprendre que la Conférence souhaite adopter le barème de répartition des coûts figurant dans le document [NPT/CONF.2015/47](#).

2. *Il en est décidé ainsi.*

Pouvoirs des représentants à la Conférence (suite)

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (suite) (NPT/CONF.2015/CC/1)

3. **M. Alhakim** (Iraq), Président de la Commission de vérification des pouvoirs, présente le rapport final de la Commission ([NPT/CONF.2015/CC/1](#)), qui indique que 79 États parties ont soumis des pouvoirs de représentation établis en bonne et due forme, 36 ont présenté des pouvoirs provisoires et 76 n'ont ni notifié par écrit s'ils souhaitaient participer à la Conférence, ni présenté leurs pouvoirs. La Commission a décidé d'accepter les pouvoirs de tous les États parties participant à la Conférence, étant entendu que les pouvoirs originaux sous la forme requise par l'article 2 du règlement intérieur seront transmis au Secrétaire général de la Conférence dès que possible. Depuis la préparation du rapport, des pouvoirs en bonne et due forme ont été reçus des pays suivants : Afrique du Sud, Espagne, Pérou, Syrie et Thaïlande, et des pouvoirs provisoires ont été reçus du Bahreïn, d'El Salvador, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Ouganda et du Monténégro. Le rapport final de la Conférence reflétera ces envois.

4. **La Présidente** croit comprendre que la Conférence souhaite prendre note du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

5. *Il en est décidé ainsi.*

Examen et adoption du (des) document(s) final(s) (suite) (NPT/CONF.2015/R.2, NPT/CONF.2015/R.3)

6. **La Présidente** appelle l'attention sur la première partie du projet de Document final de la Conférence, contenue dans le document [NPT/CONF.2015/R.3](#) et intitulée « Examen du fonctionnement du Traité conformément au paragraphe 3 de l'article VIII, compte tenu des décisions et de la résolution adoptées par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995, du Document final de la Conférence d'examen de 2000, ainsi que des conclusions et des recommandations concernant les mesures de suivi adoptées à la Conférence d'examen de 2010 ». Elle s'est efforcée de prendre en considération du mieux possible les attentes contradictoires des États parties tout en préservant les acquis obtenus lors des précédentes Conférences d'examen et en tenant compte de l'évolution de la situation depuis les cinq dernières années.

7. En dépit des progrès accomplis lors de la Conférence d'examen de 2015 afin d'aplanir les différences sur les questions clefs, il s'est avéré impossible de produire un document consensuel répondant aux plus hautes aspirations de tous les États parties en raison des divergences de point de vue persistantes. Étant donné que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires appartient à tous ses États parties, aucune mesure ne peut être imposée à l'une des parties contre sa volonté, même si cette mesure est soutenue par une écrasante majorité. Les délégations doivent continuer de travailler dans un esprit d'ouverture, de souplesse et de compromis. L'objectif du Document final n'est pas d'obliger l'un des groupes à renoncer à ses principes ni d'empêcher quiconque de poursuivre son chemin à l'avenir, mais plutôt de recueillir un soutien collectif en faveur de concepts et de processus tournés vers le futur.

8. La Présidente présente un certain nombre de modifications qu'il est proposé d'apporter au texte par oral : au paragraphe 22, il faudrait supprimer les mots « appliqués provisoirement », au paragraphe 149, après « régime des inspections sur place », il convient d'insérer l'expression « dès l'entrée en vigueur du Traité » et au paragraphe 156, il faudrait remplacer l'expression « en 2015 » par « le 24 avril 2015 ».

9. S'adressant au nom du Groupe des États arabes, **M. Khiari** (Tunisie) déclare que, puisque la résolution adoptée à la Conférence d'examen de 1995 sur la créa-

tion d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient constitue le fondement sur lequel le traité a été prorogé, elle restera valable jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints. Le Groupe demande la mise en œuvre immédiate de cette résolution, ce qui implique la convocation d'une conférence sur l'établissement d'une telle zone conformément au plan d'action figurant dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010.

10. Le projet de Document final de la Conférence d'examen de 2015 ne tient pas pleinement compte des préoccupations du Groupe des États arabes, notamment de celles liées au Moyen-Orient et à l'élimination totale des armes nucléaires. Néanmoins, le Groupe est prêt à se joindre au consensus sur le document, compte tenu de l'importance qu'il accorde à la mise en œuvre du Traité et aux documents finaux des précédentes Conférences d'examen. Il faut effectuer le suivi de la mise en œuvre de ces obligations afin de s'assurer que le Traité puisse constituer la pierre angulaire du régime de désarmement et de non-prolifération.

11. **M^{me} Gottemoeller** (États-Unis d'Amérique) fait savoir que son Gouvernement demeure engagé à poursuivre l'objectif visant à instaurer un monde sans armes nucléaires par le biais du Traité sur la non-prolifération. Le leadership, l'engagement et la souplesse dont sa délégation a fait preuve tout au long de la Conférence ont réellement contribué à faire avancer le débat sur la politique de non-prolifération, le désarmement et les usages pacifiques de l'énergie nucléaire à l'échelle mondiale. Sa délégation a réaffirmé le rôle central du Traité pour la sécurité internationale et a proposé des idées pour renforcer le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), universaliser le Protocole additionnel aux accords de garanties de l'AIEA, améliorer la transparence entre les États dotés de l'arme nucléaire, promouvoir l'éducation en matière de désarmement, encourager la collaboration internationale pour le développement des capacités de vérification du désarmement nucléaire, soutenir les contributions à l'Initiative sur les usages pacifiques et développer des méthodes pour gérer les cas de retrait du Traité. La délégation reconnaît et partage l'inquiétude à propos de l'impact humanitaire des armes nucléaires. Les efforts entrepris par certaines délégations pour manipuler cyniquement la Conférence afin de faire progresser leurs objectifs é트리qués sont inacceptables.

12. Les États-Unis ne peuvent approuver le projet de Document final, car le passage concernant la convocation d'une conférence régionale sur l'établissement d'une zone exempte de toutes armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient est formulé de telle façon qu'il fixe une échéance arbitraire pour la tenue de cette conférence et il ne permettra pas aux pays du Moyen-Orient de parvenir à un consensus sur l'ordre du jour et les modalités de l'événement. Si son Gouvernement approuve le concept des zones régionales dénucléarisées, il est fermement convaincu que de telles zones ne devraient être établies qu'à l'initiative de la région concernée, suivant un processus librement et pleinement consenti par tous les États de la région. Sa délégation a tenté de travailler avec d'autres délégations afin d'améliorer le texte, mais plusieurs d'entre elles, à savoir notamment l'Égypte, ont refusé de renoncer aux conditions irréalistes et inapplicables définies dans le projet. Par conséquent, le projet final décrit un processus qui n'instaurera pas les bases de la confiance nécessaire pour une Conférence productive reflétant les préoccupations de tous les États de la région.

13. Sa délégation est déçue que le mandat adopté à la Conférence d'examen de 2010 pour la convocation d'une conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient ait effectivement expiré et que tous les efforts entrepris à ce jour aient été abandonnés. Si tous les États de la région parvenaient à un consensus sur la reprise du processus de création d'une telle zone, les États-Unis soutiendraient toutes les parties afin qu'elles atteignent cet objectif important. Si la Conférence d'examen n'est pas parvenue à produire un document consensuel orienté vers l'avenir, la responsabilité en revient entièrement aux délégations qui n'ont fait preuve d'aucune souplesse concernant la convocation d'une conférence au Moyen-Orient.

14. **M. Rowland** (Royaume-Uni) souligne que sa délégation est déçue de ne pas pouvoir se joindre au consensus sur le document final de la Conférence. Cependant, l'absence de résultat consensuel ne compromet aucunement le Traité et ne diminue en rien la nécessité de s'y conformer. L'engagement de son Gouvernement à remplir ses obligations en vertu du Traité, y compris de l'article VI, demeure intact. Le Traité a joué un rôle sans précédent en limitant la course aux armements et demeure d'une importance vitale pour préserver la sécurité dans le monde.

15. Les trois piliers du Traité — le désarmement, la non-prolifération et les usages pacifiques de l'énergie nucléaire — sont des objectifs complémentaires et devraient être poursuivis par tous les États parties de façon simultanée et systématique, et avec la même détermination. M. Rowland appuie la mise en œuvre intégrale du plan d'action contenu dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 (NPT/CONF.2010/50 (Vol. I)) et exhorte tous les États membres à continuer d'œuvrer à cette fin.

16. Une approche étape par étape constitue la seule option réaliste pour progresser sur la voie du désarmement nucléaire tout en maintenant la sécurité stratégique et la stabilité à l'échelle mondiale. Avant d'examiner de nouvelles perspectives de désarmement, il est nécessaire de prendre en compte tous les facteurs susceptibles d'affecter la sécurité stratégique au niveau mondial. Le Royaume-Uni est prêt à s'engager dans un débat franc et constructif à cette fin. Il continuera d'œuvrer afin d'améliorer la transparence et de renforcer la confiance mutuelle à travers le dialogue et l'action avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité, s'appuyant sur les innovations de leur dernière réunion, qui s'est tenue à Londres.

17. Il est regrettable que la Conférence n'ait pas été en mesure de trouver un terrain d'entente sur la question du Moyen-Orient, seule question ayant posé un problème pour sa délégation. Le Royaume-Uni appuie la convocation, le plus rapidement possible, d'une conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient; cependant, il est disposé à s'engager dans ce processus uniquement si les préparatifs nécessaires sont mis en œuvre pour que cette Conférence permette d'avancer sur la base d'accords librement consentis par tous les États de la région. Le texte proposé pour le document final de l'actuelle Conférence d'examen ne remplit pas cette exigence. Néanmoins, le Royaume-Uni reste attaché à la résolution adoptée par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et aux mesures convenues lors de la Conférence d'examen de 2010. Si les États de la région faisaient preuve de la volonté politique nécessaire pour trouver une solution, le Royaume-Uni serait prêt à les soutenir dans cet effort.

18. **M. Rishchynski** (Canada) affirme que le Canada maintient son engagement indéfectible envers les trois

piliers du Traité sur la non-prolifération; les politiques et les actions du Canada ont toujours été conformes aux obligations juridiques qui lui incombent en vertu du régime juridique de non-prolifération et de désarmement, dont le Traité constitue la pierre angulaire. Fidèle à cet engagement, sa délégation n'a eu de cesse de souligner la nécessité que les décisions prises par les États parties au Traité soient réalistes et applicables.

19. Pour réussir, la conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient doit être fondée sur un processus légitime. Toutes les parties de la région doivent être présentes et les préoccupations de toutes les parties, y compris celles d'Israël, doivent être traitées en substance dans la conférence. Il est profondément regrettable que les États parties au Traité n'aient pu s'entendre sur ce point. Plus précisément, la proposition de fixer une date précise pour la conférence, sans possibilité de report, n'a pas recueilli l'adhésion de tous les États parties de la région, alors même qu'elle prévoyait que les conclusions soient imposées à tous. Le processus lui-même ne peut être considéré comme légitime s'il ne repose pas sur une approche ouverte et le Canada ne peut adhérer à un processus qui n'a pas été librement convenu par tous les États de la région.

20. Lors des négociations entreprises dans le cadre de la Conférence d'examen, la grande majorité des États parties, y compris le Canada, a manifesté la volonté de faire des compromis sur l'ensemble des trois piliers afin de parvenir à un résultat consensuel, et cela dans l'intérêt de l'intégrité et de la rigueur du Traité. Il est donc particulièrement regrettable que quelques États du Moyen-Orient aient été incapables de prendre en compte les besoins et les intérêts de la région dans son ensemble.

21. **M^{me} Barker-Manase** (Îles Marshall) précise que l'immense majorité des États parties a clairement indiqué que le statu quo était inacceptable en matière de désarmement nucléaire. La dynamique politique actuelle doit changer si l'on veut réellement progresser dans la mise en œuvre de l'article VI du Traité. Il y a beaucoup trop d'intransigeance et il est souvent difficile de croire que toutes les délégations travaillent dans un esprit d'ouverture, ce qui ne fait que compliquer tout accord sur de nouvelles initiatives.

22. Sa délégation continue d'affirmer qu'il est important de définir des mesures claires, concrètes et assorties de délais, de renforcer la confiance politique et publique, et de tenter de concilier les extrêmes. Faire obstacle à la réalisation d'un résultat final ne constitue pas une solution constructive et laisse tous les États parties confrontés à un avenir extrêmement difficile. Il est néanmoins important que les États parties aient affirmé que les armes nucléaires ne seraient jamais utilisées, affirmation que son Gouvernement interprète sans ambiguïté, et qu'une assistance supplémentaire serait fournie dans les zones concernées par les programmes d'armements nucléaires. Il aurait été bien plus souhaitable de souligner les conséquences humanitaires des armes nucléaires, thème qui a recueilli l'appui d'une écrasante majorité des États parties, et de reconnaître pleinement la lenteur des progrès réalisés à l'échelle internationale. Sa délégation réaffirme que le droit humanitaire international continuera de s'appliquer à tous les États en tout temps.

23. S'adressant au nom du Groupe des États d'Afrique, **M. Adejola** (Nigeria) félicite la Conférence d'avoir tenté de garantir un résultat équilibré fondé sur un consensus. Cependant, plusieurs questions restent en suspens, notamment en ce qui concerne l'objectif central du désarmement nucléaire. Tout en préconisant une approche équilibrée vis-à-vis du Traité, sa délégation n'a eu cesse de souligner la nécessité de refléter les points de vue exprimés par une écrasante majorité d'États membres concernant l'obligation de désarmement des États dotés de l'arme nucléaire. Le respect de cette obligation renforcerait effectivement le régime du Traité. Il aurait également été souhaitable que les progrès réalisés depuis 2010 concernant la reconnaissance des conséquences humanitaires engendrées par l'utilisation des armes nucléaires soient mieux pris en compte.

24. **M. Baiedi-Nejad** (République islamique d'Iran) exprime sa vive inquiétude face aux déclarations des représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada. Il propose de suspendre la séance conformément à l'article 20 du Règlement intérieur.

La séance est suspendue à 18 heures et reprise à 18 h 55.

25. S'adressant au nom du Groupe des États non alignés parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, **M. Baiedi-Nejad** (République islamique d'Iran) affirme que le Groupe est profondément

choqué que les trois délégations aient rejeté, de manière inattendue, le document qui était censé orienter le programme de désarmement au cours des cinq prochaines années. Malgré son mécontentement à l'égard de nombreuses parties du texte, le Groupe était prêt à se rallier au consensus sur le document car il est persuadé que le projet reflète le meilleur compromis auquel on puisse parvenir. Les délégations qui ont rejeté le texte doivent avoir conscience des conséquences de leur position sur le programme de désarmement et sur la situation politique au Moyen-Orient. Il est très surprenant que deux États dépositaires du Traité soient prêts à payer le prix fort en bloquant le consensus autour du projet de Document final dans le but de protéger les intérêts d'un État qui n'est pas partie au Traité et qui a mis en danger la paix et la sécurité au Moyen-Orient en se dotant de capacités nucléaires et en ne soumettant pas ses installations nucléaires aux garanties généralisées de l'AIEA.

26. **M. Badr** (Égypte) dit que sa délégation est extrêmement déçue que le projet de Document final, et avec lui la possibilité de renforcer le Traité sur la non-prolifération, soit bloqué par trois délégations alors qu'il a recueilli l'aval d'une écrasante majorité d'États parties. Sa délégation est également préoccupée par les messages négatifs qui ont été reçus concernant la mise en œuvre de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence d'examen de 1995. Comme beaucoup d'autres membres du Groupe des États arabes et du Groupe des États non alignés parties au Traité, l'Égypte n'a eu cesse d'exprimer sa volonté de s'engager et d'agir positivement. Malheureusement, trois États parties ont sciemment empêché la Conférence d'examen de prendre une quelconque mesure dans la longue marche vers un monde sans armes nucléaires. Il semble que certains États s'évertuent uniquement à bloquer le processus en préconisant la même approche que celle qui a échoué après son adoption en 2010.

27. Il n'y a rien dans le projet de Document final qui puisse nuire à un État partie ou à ses intérêts. L'Égypte, le Groupe des États arabes et le Groupe des États non alignés parties au Traité ont pleinement coopéré avec la Présidente de la Conférence et ont accepté la plupart des idées et des documents de travail qui ont été présentés. L'Égypte tient tout particulièrement à féliciter la Fédération de Russie pour les efforts qu'elle a accomplis, en sa qualité de coauteur de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, afin de faire avancer le

processus en présentant un document de travail basé sur un compromis prenant en compte les intérêts de toutes les parties.

28. Bloquer l'adoption du projet de Document final, c'est abuser de la règle du consensus. Le fait qu'un petit nombre d'États et, en particulier les États-Unis, ait bloqué l'adoption du document aura un impact sur l'opinion publique dans les pays arabes, qui sont frustrés et déçus. L'insuffisance des efforts déployés par certains coauteurs de la résolution de 1995 a contribué aux échecs actuels dans la mise en œuvre de la résolution et à l'annonce unilatérale du report de la conférence en 2012 sans excuse acceptable ni consultation avec les États régionaux. Ce n'est évidemment pas un hasard si on a encore une fois empêché les États d'organiser la conférence. La délégation qui a accusé l'Égypte d'avoir fait échouer l'adoption du document final devrait réfléchir aux conséquences de la décision qui l'a conduite à bloquer le consensus, privant ainsi le monde, et notamment le Moyen-Orient, de la possibilité d'un avenir exempt des horreurs associées aux armes nucléaires.

29. **M. Sugiyama** (Japon) précise que sa délégation a fait tout son possible, en collaboration avec d'autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, pour permettre l'adoption par consensus d'un document final et regrette profondément que la Conférence d'examen n'ait pas été en mesure d'adopter le texte. Cependant, cet échec n'a diminué en rien l'engagement de son pays envers le régime du Traité, et il est convaincu que les autres États parties partagent cette opinion. Les consultations et négociations qui ont eu lieu pendant la Conférence doivent ouvrir la voie à une plus grande collaboration en vue de renforcer la crédibilité et l'autorité du Traité. Il espère que le Traité et les initiatives similaires en matière de coopération internationale n'ont pas souffert du fait qu'on ne soit pas parvenu à un consensus.

30. Le Japon organisera une série de réunions sur le désarmement dans les mois à venir, notamment l'édition 2015 de la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, à Hiroshima, au cours de laquelle les États parties discuteront de la manière de renforcer davantage le régime du Traité sur la non-prolifération à la lumière des résultats de la Conférence d'examen de 2015. Son pays demeurera un chef de file dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. Il exhorte les États à aller de l'avant, à conti-

nuer à apprendre et à poursuivre les discussions entamées pendant la Conférence.

31. **M. Percaya** (Indonésie) dit que sa délégation est terriblement déçue que la Conférence n'ait pas été en mesure de se mettre d'accord sur un document final s'appuyant sur les engagements pris à la Conférence d'examen de 2010 et les renforçant. La partie sur le désarmement nucléaire reste notamment en-deçà des espérances de son pays. En laissant la situation actuelle perdurer, on envoie un message négatif au monde et on remet d'autant plus en question le bien-fondé et la crédibilité du régime du Traité. Étant donné que la majorité des États parties ont respecté leurs obligations en matière de non-prolifération, il n'est que justice que les États dotés de l'arme nucléaire honorent leur part du contrat. Il est donc très décourageant que les appels lancés à ces États pour qu'ils s'acquittent de leurs obligations conventionnelles de manière vérifiable et selon un calendrier précis soient systématiquement ignorés et que l'aspect humanitaire de la question, qui devrait être prioritaire, reste un vœu pieu.

32. Les engagements contractés à la Conférence d'examen de 2010 ne doivent pas simplement être prorogés, et encore moins diminués. Sa délégation s'attendait au moins à ce que l'on progresse sur le plan des mesures juridiques menant au désarmement nucléaire. Au lieu de cela, les États dotés de l'arme nucléaire continuent de démontrer leur refus de s'écarter du statu quo, affirmant leur position dans un langage pseudo-progressif ambigu, et semblent penser que la prorogation indéfinie du Traité signifie qu'ils pourront détenir indéfiniment des armes nucléaires.

33. Sa délégation regrette également que les progrès entrepris pour établir une zone exempte d'armes nucléaires ainsi que de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient restent aléatoires. Les États parties devraient redoubler d'efforts afin de trouver une solution mutuellement acceptable à cet égard. Il est décevant que la Conférence d'examen n'ait pas saisi l'occasion de progresser réellement sur la voie du désarmement nucléaire. Il appelle les États parties à exercer la volonté politique nécessaire au cours du prochain cycle d'examen et à veiller à ce que leurs actions et leurs positions ne contredisent pas l'objet et le but du Traité.

34. S'adressant également au nom d'un groupe d'États préoccupés par l'impact humanitaire catastrophique des armes nucléaires, **M. Kmentt** (Autriche)

annonce que ces États ont abordé la Conférence dans un état d'esprit constructif et avec fermeté, s'appuyant sur des informations concrètes à propos des conséquences et des risques engendrés par les armes nucléaires, ainsi qu'avec le soutien de 159 États, une majorité écrasante. Ils ont considéré qu'il était de leur responsabilité de présenter ces preuves irréfutables à la Conférence d'examen, car elles doivent être au centre des délibérations, des obligations et des engagements relatifs au désarmement nucléaire. Ces États se sont efforcés d'atteindre un résultat qui soit non seulement acceptable pour tous mais qui renforce réellement le Traité et fasse avancer ses objectifs. Malheureusement, la Conférence n'a pas atteint ces objectifs. Cependant, la redéfinition des priorités, la modification de l'équilibre et le changement de ton dans les débats ont démontré que les États non dotés de l'arme nucléaire étaient désormais mieux à même d'exiger que leurs préoccupations en matière de sécurité soient prises en compte sur le même pied d'égalité que celles des États dotés.

35. Il est dans l'intérêt même de la survie de l'humanité que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées, quelles que soient les circonstances, mais les points de vue divergent clairement à propos de ce que signifie le désarmement nucléaire. La seule garantie absolue contre la menace posée par les armes nucléaires est leur interdiction et leur élimination totale. Bien que la responsabilité ultime de détruire totalement les arsenaux nucléaires incombe aux États dotés, la prévention des conséquences humanitaires engendrées par de telles armes est une responsabilité partagée par tous les États. À l'issue des débats qui ont eu lieu pendant la Conférence d'examen, de nombreux États étaient plus que jamais préoccupés par l'existence des armes nucléaires et par les manœuvres entreprises pour balayer du revers de la main les faits concernant les risques engendrés par les armes nucléaires. Cela est manifeste dans le projet de Document final qui décrit les conséquences humanitaires inacceptables de ces armes mais ne parvient aucunement à définir la marche à suivre.

36. Il est regrettable qu'un consensus sur le projet de Document final n'ait pas été atteint. Tous les États parties au Traité devraient renouveler leur engagement d'honorer intégralement et instamment leurs obligations en vertu de l'article VI et, à cette fin, d'identifier et de prendre des mesures efficaces propres à combler le vide juridique eu égard à l'interdiction et à

l'élimination des armes nucléaires. Les États au nom desquels il prend la parole se sont engagés à collaborer afin d'atteindre cet objectif et à travailler avec toutes les parties prenantes concernées pour stigmatiser, interdire et éliminer le recours à l'arme nucléaire compte tenu de ses conséquences humanitaires intolérables et des risques qui y sont associés. Le fait que la Conférence d'examen n'ait pas été en mesure de réaliser des progrès tangibles ne fait que souligner l'urgence qui doit caractériser ces efforts.

37. S'adressant au nom de son pays, M. Kmentt fait savoir que 107 États ont désormais endossé l'engagement présenté par l'Autriche à la Conférence de Vienne sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, ce qui dépasse largement les attentes initiales de son pays. Le nombre d'États endossant officiellement l'engagement augmente alors même que le débat sur le désarmement commence à perdre sa crédibilité et son fil conducteur.

38. **M^{me} Yparraguirre** (Philippines) annonce que sa délégation est venue à la Conférence avec des objectifs réalistes dans trois domaines spécifiques : les conséquences humanitaires des armes nucléaires, la mise en œuvre de mesures effectives de désarmement et la résolution des questions entourant la convocation d'une conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Elle est sérieusement préoccupée par la façon dont cette dernière question affectera les prochains débats sur le désarmement et le Traité sur la non-prolifération.

39. Sa délégation n'a cessé de demander un traitement équilibré des trois piliers du Traité et elle est donc déçue que les parties du projet de Document final consacrées à cette question constituent un recul majeur par rapport aux engagements formulés en 2010. Il est regrettable que le document n'ait pas posé les jalons en vue de la mise en œuvre de l'article VI du Traité. Si le paragraphe 154, alinéa 19, recommande la création d'un groupe de travail ouvert sur la question, il n'indique pas comment le travail de ce groupe viendra s'inscrire dans le Traité.

40. Les Philippines poursuivront les efforts entrepris pour consolider les acquis obtenus en 2010. Elles se joindront à de nombreux autres États pour mettre l'accent sur les conséquences humanitaires engendrées par les armes nucléaires et réclamer une nouvelle convention ou un nouveau traité afin de combler le vide

juridique eu égard à l'interdiction et à l'élimination des armes nucléaires.

41. **M. Quinn** (Australie) déclare qu'il est regrettable qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un résultat porteur d'avenir comme celui recommandé par l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement. L'incapacité à parvenir à un consensus sur la question de la zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient est particulièrement décevante. Le processus menant à l'établissement de cette zone doit être inclusif et basé sur un consensus. En ces temps difficiles, tous les États parties doivent s'efforcer de préserver l'autorité du Traité sur la non-prolifération et réaffirmer son importance fondamentale en tant que pierre angulaire de la paix et de la sécurité à l'échelle mondiale.

42. **M^{me} Chan** (Costa Rica) dit que la Conférence d'examen aurait dû marquer un tournant dans le désarmement nucléaire, étant donné qu'au cours des cinq dernières années, on en est venu à considérer la sécurité publique comme un bien public mondial qui ne repose ni sur le recours à la force ni sur le concept désuet de la dissuasion. Les armes nucléaires doivent être totalement proscrites et éliminées, mais le désarmement demeurera un objectif inaccessible pour les États parties et un espoir lointain pour les citoyens ordinaires du monde entier tant que tous les États n'auront pas cessé de mettre au point ou d'acquérir des armes nucléaires, n'auront pas ratifié le Traité sur la non-prolifération et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et qu'ils n'honoreront pas pleinement leur obligations dans le domaine du nucléaire.

43. Les conférences sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui se sont tenues à Oslo, Nayarit, Mexico et Vienne, sont les résultats les plus importants obtenus au cours du cycle d'examen qui vient de s'achever. Elles montrent que l'on tient maintenant compte de toutes les voix des États. Il est éminemment urgent de débarrasser le monde des armes nucléaires, qui constituent une menace inutile pour la sécurité mondiale. La communauté internationale a deux options : accepter inéluctablement le parapluie nucléaire et espérer qu'il n'y aura jamais de catastrophe ou prendre des mesures pour changer réellement la situation. Son pays opte pour la seconde option.

44. Sa délégation salue l'engagement humanitaire présenté par l'Autriche, qui constitue un résultat tangible de la Conférence d'examen, et appelle davantage

d'États à endosser cet engagement, à unir leurs efforts pour combler le vide juridique eu égard aux armes nucléaires et à prendre des mesures pour stigmatiser, interdire et finalement éliminer tout recours à l'arme nucléaire. Il n'existe aucune force capable d'entraver la progression régulière de ceux qui croient à la sécurité humaine, à la démocratie et au droit international. Ce n'est pas le moment de se lamenter sur le résultat décevant de la Conférence d'examen, mais plutôt de prendre des mesures pour bâtir un monde meilleur et plus pacifique.

45. **M. Boukadoum** (Algérie) fait savoir que sa délégation, tant sur le plan individuel qu'au sein des groupes régionaux auxquels elle appartient, a fait tout ce qui était humainement possible pour aider la Conférence d'examen à élaborer un projet de Document final permettant de soutenir les objectifs du Traité et d'adopter une approche équilibrée vis-à-vis des trois piliers du régime. Même si le texte n'est aucunement satisfaisant, sa délégation était prête à se joindre au consensus sur le projet final, car elle reconnaît que les négociations impliquent nécessairement des compromis. Le fait que la Conférence ne soit pas parvenue à un consensus constitue un échec pour chaque État partie. L'Algérie a accepté de présider la Conférence, comptant sur le ferme engagement exprimé par toutes les parties avant l'événement. À l'avenir, il faudra faire davantage d'efforts pour parvenir à un consensus.

46. Il est regrettable que certaines délégations semblent considérer que la résolution de 1995 relative au Moyen-Orient soit vouée à l'échec. L'Algérie continuera d'honorer fidèlement ses engagements vis-à-vis du Traité et de soutenir tous les efforts déployés afin de convoquer la conférence le plus rapidement possible. L'engagement en faveur du Traité est non négociable, notamment pour les États dotés de l'arme nucléaire. Sa délégation ne blâme personne mais souhaite s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en mettant en garde certains amis et partenaires qui se sont fourvoyés sur la mauvaise voie.

47. **M. Ibrahim** (République arabe syrienne) précise que sa délégation regrette que certains États, qui se considèrent semble-t-il comme les garants du Traité, aient entraîné l'échec de la Conférence d'examen en dépit des efforts entrepris par de nombreuses délégations pour parvenir à un consensus. Même si les États qui ont bloqué le consensus ont évité de prononcer le nom d'Israël ou de préciser que ce pays n'avait pas soumis ses installations nucléaires aux garanties de

l'AIEA, ils ont manifestement protégé une entité qui enfreint constamment les dispositions du Traité. La situation n'est pas sans en rappeler d'autres où les États-Unis et le Royaume-Uni ont utilisé leur droit de veto au Conseil de sécurité pour protéger Israël pendant que ce pays bafouait les instruments internationaux.

48. Au cours des quatre dernières semaines, la grande majorité des États parties a appelé Israël, le seul État du Moyen-Orient en possession d'un arsenal nucléaire, à adhérer au Traité et à soumettre ses installations nucléaires aux garanties de l'AIEA. Néanmoins, deux des États dépositaires, de même que le Canada, veulent de toute évidence fermer indéfiniment les yeux sur la menace nucléaire très réelle posée par Israël. Il n'est pas surprenant qu'Israël continue de refuser catégoriquement d'adhérer au Traité dans la mesure où son droit à menacer la paix et la sécurité internationales du fait de la possession d'armes nucléaires est si farouchement défendu, en toutes occasions et dans toutes les instances possibles, par le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis.

49. Sa délégation continuera de promouvoir la ratification universelle du Traité. Le malencontreux résultat de la Conférence d'examen n'affectera en rien sa détermination à poursuivre les efforts qu'elle déploie pour instaurer un monde sans armes nucléaires.

50. **M. Pinto Coelho** (Brésil) souligne que sa délégation regrette profondément qu'on ne soit pas parvenu à un consensus sur un document final. Bien que le texte contienne plusieurs lacunes, notamment en matière de désarmement, sa délégation considère que le bilan global est positif et elle était prête à se joindre au consensus. Il est regrettable qu'on n'ait pu surmonter les différences à propos de la convocation d'une conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires ainsi que de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Le Brésil demeure pleinement attaché à la réalisation de tous les objectifs du Traité et au respect des obligations contractées et des engagements pris dans le cadre du processus d'examen, et continuera de s'engager de manière constructive sur le plan international à cet égard.

51. **M^{me} Baumann** (Allemagne) annonce que le fait qu'on ne soit pas parvenu à un consensus sur le projet de Document final constitue un triste épisode pour le régime du Traité. Eu égard à la zone dénucléarisée au Moyen-Orient, sa délégation avait espéré voir un pro-

cessus inclusif qui aurait contribué à la sécurité de la région. Au lieu de cela, même les progrès accomplis jusqu'ici risquent maintenant d'être anéantis. Un compromis n'est pas chose aisée et exige que des concessions soient faites de tous les côtés, mais de nombreuses délégations n'ont pas œuvré en faveur d'un compromis acceptable. Sa délégation poursuivra les efforts entrepris pour réconcilier les points de vue des différents États parties sur l'ensemble des trois piliers du Traité. Toutes les parties doivent réaliser des efforts concertés afin d'honorer le Traité et les décisions prises aux précédentes Conférences d'examen.

52. D'après les débats tenus à la Conférence d'examen de 2015, il est clair que tous les États parties demeurent fermement attachés à l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Quel que soit leur point de vue sur la meilleure façon de parvenir à cet objectif, les États parties devraient réaffirmer conjointement leur engagement vis-à-vis du Traité sur la non-prolifération qui constitue la pierre angulaire de leur effort commun. Ils devraient également renforcer les efforts entrepris pour mettre en œuvre les actions convenues aux précédentes Conférences d'examen. L'Allemagne est prête à s'engager activement dans ces efforts.

53. **M. Ulyanov** (Fédération de Russie) dit que la Conférence d'examen de 2015 a montré que le Traité sur la non-prolifération constitue une pierre angulaire de la sécurité et de la stabilité à l'échelle internationale, répondant aussi bien aux intérêts des États dotés de l'arme nucléaire qu'à ceux non dotés. Même si elle a des réserves sur certaines dispositions, sa délégation était prête à se joindre au consensus sur le projet de Document final et elle est déçue que le texte n'ait pas été adopté.

54. Si la conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient n'a pas eu lieu en 2012, la Fédération de Russie ne peut à elle seule en essuyer le blâme, mais elle fera tout son possible pour que la conférence soit convoquée le plus rapidement possible. Il est regrettable que la Conférence d'examen de 2015 n'ait pas pris une décision qui aurait permis la tenue de la conférence sur le Moyen-Orient le 1^{er} mars 2016. Sa délégation remercie toutes les délégations qui ont appuyé les recommandations qu'elle a formulées à cet égard dans son document de travail sur la question (NPT/CONF.2015/WP.57), ainsi que l'Égypte pour les efforts qu'elle a entrepris afin de promouvoir l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région.

55. Il est décevant que les objections formulées par trois États aient bloqué l'adoption du projet de Document final, d'autant plus qu'aucun argument convaincant justifiant cette décision n'a été fourni. La situation est particulièrement étrange et regrettable, étant donné que deux de ces États étaient co-auteurs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Le projet de Document final tient compte des intérêts de tous les États du Moyen-Orient, sans exception, et il vise à encourager un dialogue productif. Il est regrettable qu'on n'ait pas pu mettre à profit une occasion aussi unique. Néanmoins, sa délégation continuera de promouvoir la mise en œuvre de la résolution de 1995, qui demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été pleinement mise en œuvre.

56. **M. Benitez Verson** (Cuba) précise que la Conférence d'examen a gâché l'occasion qui s'est présentée à elle de progresser réellement sur la voie d'un monde sans armes nucléaires. À l'occasion de son adhésion au Traité en 2002, Cuba a déclaré que les doctrines militaires basées sur la possession d'armes nucléaires étaient insoutenables et inacceptables, et qu'aucun pays ne devrait être autorisé à détenir un monopole sur les armes nucléaires ou sur leur développement qualitatif et quantitatif. Cuba a également affirmé que la seule façon de remédier aux défauts d'origine du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de corriger la nature sélective et discriminatoire de ce dernier était d'atteindre l'objectif de l'élimination totale de l'arsenal nucléaire.

57. Compte tenu de son engagement en faveur du désarmement nucléaire, sa délégation a participé à la Conférence d'examen de 2015 de manière active et constructive. Tous les États parties devraient maintenant considérer honnêtement et calmement comment l'incapacité de la Conférence à parvenir à un consensus affectera la pertinence et la crédibilité futures du Traité. Lors de l'analyse de la Conférence d'examen, il faudra également tenir compte du fait que la partie du projet de texte relative au désarmement ne répond pas aux attentes de la grande majorité des États en raison de l'absence de volonté politique de quelques États.

58. Sa délégation partage la frustration des autres États non dotés de l'arme nucléaire concernant l'absence de progrès sur le désarmement et l'incapacité permanente à mettre en œuvre la résolution de 1995 sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il n'est pas surprenant qu'une majorité croissante d'États parties soit de plus en plus con-

vaincue que le Traité existe uniquement dans l'intérêt des États dotés de l'arme nucléaire. Encore une fois, le fossé entre les paroles et les actions apparaît clairement. Les véritables positions des États parties et la portée des compromis qu'ils sont réellement prêts à faire sont extrêmement claires. Il est injuste et inacceptable qu'un groupe d'États parties respecte pleinement les obligations contractées en vertu du Traité et qu'un autre groupe ne le fasse pas. Cependant, les États ne peuvent pas se laisser aller au découragement alors que l'humanité risque sérieusement d'être anéantie. L'usage, ne serait-ce que d'une infime fraction, de l'arsenal nucléaire mondial aurait des conséquences catastrophiques qui n'épargneraient aucun pays. Sa délégation continuera donc à œuvrer sans relâche pour instaurer un monde exempt d'armes nucléaires dont les futures générations ont besoin et qu'elles méritent.

59. **M. Fu Cong** (Chine) indique que sa délégation regrette qu'il n'ait pas été possible d'adopter le projet de Document final qui, bien qu'il ne donne pas entière satisfaction dans le traitement de certaines questions, est relativement équilibré. Sa délégation appuie la convocation d'une conférence au Moyen-Orient dans les meilleurs délais et considère que le texte a pris en compte les préoccupations des États de la région de la manière la plus équilibrée qui soit. L'incapacité à adopter un document consensuel ne devrait pas ébranler la confiance vis-à-vis du Traité, qui demeure la pierre angulaire du régime de non-prolifération et qui continuera de jouer un rôle important dans la sécurité internationale. Les États parties se doivent de préserver et de renforcer l'efficacité, l'autorité et l'universalité du Traité, et de promouvoir les efforts internationaux entrepris pour faire avancer ses trois piliers. Sa délégation est prête à travailler avec toutes les parties au cours du prochain cycle d'examen.

60. S'adressant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), **M. Tin** (Myanmar) affirme que l'Association a participé activement aux débats sur plusieurs questions prioritaires dans l'espoir que la Conférence d'examen renforcerait la mise en œuvre du Traité et produirait un document final s'appuyant sur le consensus auquel était parvenu la Conférence d'examen de 2010. Les trois piliers du Traité se renforcent mutuellement et sont d'égale importance. Étant donné que l'ASEAN deviendra une communauté à la fin de l'année 2015, elle est particulièrement intéressée par le développement de l'énergie nucléaire pour des usages pacifiques, notamment

l'usage de l'énergie nucléaire à l'appui du programme de développement pour l'après-2015, et s'efforce d'établir un réseau regroupant les organismes de réglementation nucléaire de l'ASEAN.

61. Les conséquences humanitaires des armes nucléaires et la possibilité que cette initiative puisse renforcer les obligations de désarmement contractées en vertu du Traité, conformément à son article VI, revêtent également une importance majeure. Une écrasante majorité d'États parties au Traité a exprimé le désir que l'aspect humanitaire du régime de non-prolifération bénéficie d'un traitement équitable pendant la Conférence et qu'il en soit tenu compte dans le document final.

62. L'ASEAN a travaillé avec d'autres délégations intéressées, y compris avec des États dotés de l'arme nucléaire, afin de rédiger un certain nombre de paragraphes sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est afin de les inclure dans le projet de Document final. L'ASEAN est surprise et déçue que ces paragraphes n'aient pas été incorporés dans le texte. L'Association a exprimé plusieurs préoccupations concernant le manque de transparence et d'ouverture dans les négociations relatives au projet de Document final, car les États membres dotés de plus petites délégations se sont sentis exclus de certaines négociations à huis clos et réunions parallèles.

63. Il est profondément regrettable que les États parties ne soient pas parvenus à une convergence afin de renforcer les efforts entrepris par rapport aux trois piliers du Traité. L'incapacité de tirer profit de l'initiative humanitaire pour réaliser des progrès réels et notables sur la voie du désarmement nucléaire est particulièrement décevante. L'ASEAN espère que la question sera mieux prise en compte lors de la prochaine Conférence d'examen. Malgré ces lacunes, l'ASEAN réaffirme son engagement envers les principes et les objectifs du Traité, et va redoubler d'efforts pour débarrasser le monde des armes nucléaires. Elle attend également avec impatience de pouvoir travailler avec les autres États en Asie du Sud-Est et ailleurs. Bon nombre de ses États membres ont désormais officiellement endossé l'engagement humanitaire.

64. **La Présidente** déclare qu'elle ne savait pas qu'un projet réclamant concrètement l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est avait été élaboré et elle encourage le représentant de

l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à éclaircir ce point avec le Secrétariat.

65. **M^{me} Andamo** (Thaïlande) dit que l'incapacité à atteindre un consensus rappelle tristement que les États parties ne font pas suffisamment d'efforts pour favoriser l'application du Traité. La Conférence d'examen est loin d'avoir rempli son objectif en matière de désarmement. L'initiative humanitaire a amené la grande majorité des États non dotés de l'arme nucléaire à se rendre compte que la responsabilité du désarmement incombait à tous les États, qu'ils soient ou non dotés de l'arme nucléaire. Malheureusement, même si le projet de Document final avait été adopté, il n'aurait pas permis aux États parties d'amorcer un processus permettant de négocier un instrument juridiquement contraignant qui leur aurait permis de faire de réels progrès dans l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires. On aurait dû inclure davantage d'États parties dans les consultations, notamment aux moments critiques du débat sur le texte. Le fait qu'on ait ignoré des paragraphes sur lesquels tous les États parties concernés s'étaient mis d'accord est un sujet de préoccupation.

66. Néanmoins, sa délégation réaffirme son engagement envers le Traité, notamment envers la partie sur le désarmement, et attend impatiemment de travailler avec la société civile et les Gouvernements au niveau régional et mondial pour réaliser des progrès concrets à cet égard.

67. **M^{me} Tan** (Singapour) fait savoir que sa délégation est déçue qu'il n'ait pas été possible de renforcer la pertinence et la crédibilité du Traité en parvenant à un consensus sur le projet de Document final. Un sentiment d'insécurité et de défiance prévaudra tant que certains États continueront de posséder des armes nucléaires tandis que d'autres n'en n'ont pas. Sa délégation appelle les États parties à s'engager davantage en faveur de la mise en œuvre effective du Traité, notamment de son article VI. Sa délégation est également satisfaite d'avoir endossé l'engagement humanitaire.

68. Une conférence ouverte sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires ainsi que de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient devrait avoir lieu le plus rapidement possible. La création de ces zones représente une étape concrète vers la paix et la sécurité à l'échelle mondiale. Sa délégation est donc déçue que le libellé sur l'établissement d'une telle zone en Asie du Sud-Est, sur lequel les délégations

tions intéressées s'étaient mises d'accord et qui avait été présenté au Président de la Deuxième grande Commission, n'ait pas été retenu dans le projet de Document final. Les deux premières phrases du paragraphe 157 du document auraient dû notamment être remplacées par les phrases suivantes: « La conférence se félicite des progrès réalisés par les États dotés de l'arme nucléaire dans le processus de ratification des protocoles pertinents aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. La Conférence relève les efforts que les États parties au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) continuent de déployer ainsi que ceux entrepris par les États dotés de l'arme nucléaire relativement à la signature et à la ratification du Protocole dudit traité ».

69. **M. O'Reilly** (Irlande) précise que les travaux entrepris par sa délégation à la Conférence ont été guidés par l'obligation, au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération, de s'engager à poursuivre de bonne foi des négociations afin de convenir de mesures juridiquement contraignantes plaçant le processus de désarmement sous un contrôle international strict et efficace. Quatre-vingt pour cent des États parties considèrent que les armes nucléaires ne doivent plus jamais être utilisées et que leur élimination est le seul moyen de garantir cela, quelles que soient les circonstances. En endossant le nouvel engagement humanitaire, une incontestable majorité d'États parties s'est également engagée à combler le vide juridique eu égard à l'article VI du Traité. Il est profondément regrettable que la Conférence n'ait pu commencer à répondre aux questions relatives à l'état de droit international dans le domaine de l'armement nucléaire soulevées par les conséquences éventuelles d'une explosion nucléaire, notamment pour les femmes et les filles.

70. Le soutien manifesté par un nombre croissant d'organisations de la société civile et d'organisations internationales en faveur des discussions sur l'impact humanitaire des armes nucléaires démontre sans aucun doute que les paramètres du débat sur le désarmement ont changé à jamais. Pour sa délégation, la priorité consiste à s'appuyer sur les travaux réalisés par la Coalition pour un nouvel ordre du jour concernant les voies qui pourraient être suivies pour parvenir au désarmement. Il est clair, pour la plupart, que les mesures requises d'urgence pour permettre la mise en œuvre de l'article VI devront être juridiquement contraignantes si l'on veut qu'elles soient efficaces.

71. En dépit des efforts louables entrepris par la Finlande depuis 2011, sa délégation regrette également que la Conférence n'ait pas réussi à faire le moindre progrès concernant la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen Orient.

72. **M. Román-Morey** (Pérou) considère qu'il est regrettable que tout le travail investi dans l'élaboration d'un projet de Document final prenant en compte les points de vue et les intérêts extrêmement divergents des États parties n'ait pas permis d'atteindre un consensus. Il aurait apprécié que les délégations fassent preuve d'une plus grande souplesse de façon à ce qu'un document plus solide, et donc plus avantageux pour tous les États parties puisse être élaboré. Cependant, le succès de la Conférence d'examen ne se mesure pas tant à l'aune d'un éventuel consensus qu'au fait que le débat ait pu ramener le Traité et les questions du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et des usages pacifiques de l'énergie nucléaire sur la scène internationale.

73. La grande majorité des États parties a protégé et renforcé les principes du Traité sur la non-prolifération. Si l'incapacité à parvenir à un consensus est une occasion gâchée susceptible d'avoir des conséquences, l'approche adoptée vis-à-vis des problèmes de longue date et des questions nouvelles comme les conséquences humanitaires des armes nucléaires, le renforcement du Traité d'interdiction complète des armes nucléaires, la proposition de traité interdisant la production de matières fissiles et les garanties négatives pour les États non dotés de l'arme nucléaire, tels qu'elle est formulée dans le projet de Document final, représente un certain succès en elle-même, même si le texte n'a pas été adopté.

74. **M. Ahn Young-jip** (République de Corée) dit que même s'il est décevant qu'un document final n'ait pas été adopté, sa délégation est persuadée que tous les États parties ont pour objectif commun le renforcement du Régime du traité et elle espère qu'avec le temps et les efforts entrepris, il sera possible de surmonter les différences. Quoi qu'il en soit, la compréhension approfondie que les délégations ont pu acquérir de leurs positions respectives et les enseignements tirés de la Conférence d'examen sont le gage d'un avenir prometteur. Sa délégation continuera de mettre en œuvre le Traité et attend avec intérêt de travailler avec d'autres États parties pour parvenir à un monde plus sûr et plus pacifique.

75. S'adressant au nom du Groupe des États arabes, **M. Khiari** (Tunisie), précise que le Groupe a passé des décennies à essayer de créer une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient afin d'assurer la stabilité de la région. Il avait espéré que les mesures nécessaires seraient prises afin que la Conférence d'examen soit un succès et que la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient soit mise en œuvre. Malheureusement, l'absence de volonté politique et la non prise en compte des intérêts des États du Moyen-Orient par certains a empêché la Conférence d'examen de répondre aux attentes de ces États qui aspirent à vivre dans un environnement stable et exempt d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive.

76. **M. Laassel** (Maroc) fait savoir que sa délégation s'associe à la déclaration faite par l'Autriche au nom de plusieurs États qui ont endossé l'engagement humanitaire. Elle comprend les difficultés rencontrées pour rédiger un document final prenant en considération les préoccupations de toutes les délégations, mais avait néanmoins espéré que la Conférence d'examen produirait un document équilibré reflétant les attentes de tous les États parties. Le projet de Document final décevant est le résultat d'un processus de négociation sélectif, exclusif et caractérisé par un manque de transparence. Il est regrettable que la partie sur le désarmement soit faible par rapport aux documents finaux des Conférences d'examen de 2000 et 2010. En outre, la formulation utilisée dans les paragraphes relatifs à l'impact humanitaire des armes nucléaires et à la conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient ne reflète pas le large soutien dont jouissent ces initiatives. Sa délégation maintient son engagement en faveur des trois piliers du Traité sur la non-prolifération et de l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient sur la base de la décision prise en 2010.

77. **M. Otto** (Palaos) dit que son pays, en tant que partie au Traité souhaitant sa pleine mise en œuvre tout autant que les autres, est déçu par la lenteur des progrès accomplis en matière de désarmement nucléaire et par l'absence de consensus sur la voie à suivre. À l'instar de nombreux États du Pacifique, les Palaos ont vécu en direct la dévastation provoquée par les armes nucléaires et se situent actuellement à portée de tir d'ogives nucléaires détenues par des États hostiles. Les voix des personnes ayant survécu à des attaques et des

essais nucléaires et de celles susceptibles d'être anéanties par des armes nucléaires ne doivent jamais être ignorées, marginalisées ni oubliées.

78. Sa délégation est heureuse de s'être associée à plus de 100 autres États qui se sont engagés pleinement à soutenir le lancement des négociations sur un traité visant à combler le vide juridique eu égard à l'interdiction et à l'élimination des armes nucléaires. On ne peut continuer de détourner de vastes ressources pour financer la machine de guerre alors que celles-ci font cruellement défaut pour garantir le programme de développement pour l'après-2015 et surmonter les difficultés liées au changement climatique. Les Palaos sont mécontentes que d'autres États continuent à les traiter avec si peu d'égard. L'engagement humanitaire, qui est effectivement le véritable document final de la Conférence d'examen de 2015, constitue une base solide pour lancer le processus de négociation d'un traité interdisant les armes nucléaires.

79. **M. Laggner** (Suisse) dit que sa délégation regrette profondément que la Conférence d'examen ait raté l'occasion de progresser dans la mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération, notamment en établissant une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Sa délégation est reconnaissante des efforts déployés par la Finlande pour faciliter cette conférence. Le résultat de la Conférence d'examen de 2015 n'affecte en rien la validité des obligations ou des engagements contractés lors des Conférences d'examen précédentes. Les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires ont constitué un élément notable des débats lors de la Conférence d'examen de 2015 et demeureront le principal vecteur des efforts entrepris par son pays dans les années à venir.

80. **M. Peters** (Pays-Bas) déclare que son pays s'était associé à l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement en 2010 afin de favoriser la mise en œuvre du plan d'action contenu dans le Document final de la Conférence d'examen de 2010 et de travailler dans le but de parvenir à un résultat positif à la Conférence d'examen de 2015. Si elle n'est pas satisfaite de chacune des phrases du projet de Document final, sa délégation considère qu'on aurait pu progresser sur l'ensemble des trois piliers du Traité et regrette profondément qu'on ne soit pas parvenu à un consensus. Elle aurait également aimé que l'on poursuive un processus ouvert afin d'établir une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, renforçant et consolidant ainsi le dur labeur réalisé à ce jour. Sa délégation reste

déterminée à renforcer le Traité et elle est prête à s'engager auprès de toutes les délégations pour parvenir à un monde dans lequel l'énergie nucléaire sera utilisée uniquement à des fins pacifiques.

81. **M^{me} Thunborg** (Suède) dit que sa délégation regrette qu'on ne soit pas parvenu à un consensus, notamment à la lumière du risque actuel accru d'une explosion nucléaire survenant par accident, par erreur ou à dessein. Cependant, l'incapacité de parvenir à un consensus ne remet aucunement en question le rôle vital du Traité dans les domaines du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. La perspective humanitaire, l'identification et la réduction des risques, le désarmement et la non-prolifération revêtent la plus haute importance dans le contexte stratégique actuel. Il est essentiel pour la survie de l'humanité que les armes nucléaires ne soient plus jamais utilisées, quelles que soient les circonstances. Tous les États doivent se conformer au droit international en vigueur, y compris au droit humanitaire international.

82. Sa délégation se réjouit de travailler avec des partenaires afin de poursuivre cet objectif par toutes les voies possibles, à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, d'une manière ouverte, structurée et efficace qui permettra d'atteindre des résultats tangibles.

83. **M^{me} Mxakato-Diseko** (Afrique du Sud) annonce que son pays, qui a volontairement démantelé son arsenal nucléaire, attendait beaucoup de la Conférence d'examen et a été déçu qu'elle n'ait pas permis de progresser dans de nombreux domaines où l'on pensait ce que les travaux iraient de l'avant. Les États non dotés de l'arme nucléaire ne demandent pas grand chose; le problème vient du manque de courage et de détermination des États dotés de l'arme nucléaire. Les États non dotés de l'arme nucléaire continuent de donner, mais sont confrontés à l'absence de progrès dans des domaines critiques de grande importance pour les citoyens du monde entier.

84. L'incapacité à faire progresser les travaux sur l'impact humanitaire des armes nucléaires envoie au monde un message à l'effet que ses dirigeants n'ont aucune considération pour les conséquences éventuelles d'une explosion nucléaire. Les États n'ont moralement aucun droit de faire quelque demande que ce soit s'ils ne sont pas prêts à prendre des mesures à cet égard. Il est également difficile de convaincre les ci-

toyens ordinaires de la légitimité d'un Traité qui est de plus en plus affaibli, notamment dans le domaine du désarmement. Il ne suffit pas de déclarer que le Traité n'a jamais impliqué la possession indéfinie d'armes nucléaires; des mesures juridiques concrètes doivent être prises pour garantir les progrès. En proie à la domination d'une minorité, le régime conventionnel n'est pas sans rappeler l'ancien apartheid en Afrique du Sud: la volonté de quelques-uns prévaut, que cela soit ou non pourvu d'un sens moral.

85. Il est également extrêmement décevant qu'aucun progrès n'ait été réalisé pour établir une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Après avoir attendu pendant 15 ans que l'on prenne des mesures par rapport à la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, le monde constate que le processus est désormais bloqué. M^{me} Mxakato-Diseko ne sait comment expliquer cela aux citoyens sud-africains, qui vivent dans une zone dénucléarisée contigüe à la zone que l'on propose d'établir au Moyen-Orient. Cet échec a créé une situation paradoxale dans laquelle un État qui n'est pas partie au Traité s'attend à ce que les États parties honorent des obligations qu'il n'est pas prêt à respecter lui-même. La situation a également des conséquences économiques importantes pour les pays en développement.

86. Néanmoins, sa délégation se réjouit de collaborer à l'avenir avec les délégations engagées en faveur des trois piliers du Traité. Aussi sombre que la situation puisse paraître, il est toujours possible de progresser lorsque des pays faisant acte de courage moral travaillent ensemble.

87. **M. Simon-Michel** (France) considère que l'absence de consensus sur le projet de Document final ne doit pas être un facteur de découragement, car le plan d'action de la Conférence d'examen de 2010 constitue une feuille de route ambitieuse à long terme. Son pays a un bilan exemplaire en matière de désarmement et s'engage à poursuivre les efforts par le biais de son approche pragmatique et réaliste. Sa délégation réaffirme sa volonté de poursuivre la mise en œuvre du Traité et du plan d'action de 2010 lors du prochain cycle d'examen.

88. **La Présidente** attire l'attention sur la deuxième partie du projet de Document final de la Conférence, intitulée « Organisation et travaux de la Conférence » et figurant dans le document [NPT/CONF.2015/R.2](#). Elle propose d'ajouter la phrase suivante dans la partie intitulée « Conclusions de la Conférence »: « Malgré les efforts intensifs déployés, la Conférence n'a pu

adopter le projet de Document final contenu dans le document NPT/CONF.2015/R.3 ».

89. Elle croit comprendre que la Conférence souhaite adopter la deuxième partie du projet de Document final de la Conférence, intitulée « Organisation et travaux de la Conférence » et contenue dans le document [NPT/CONF.2015/R.2](#).

90. *Il en est décidé ainsi.*

91. **M. Bylica** (Observateur de l'Union européenne) dit que le Traité demeure d'une importance vitale pour les efforts mondiaux en faveur du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et du développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Sa délégation s'engage à défendre le rôle du Traité en tant qu'instrument multilatéral pour le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité à l'échelle internationale, qui revêt une importance particulière dans le contexte stratégique actuel. Elle réaffirme également son soutien indéfectible envers les engagements contractés en vertu du Traité et lors des précédentes Conférences d'examen.

92. Après l'échange des civilités d'usage, **la Présidente** déclare la Conférence des parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 close.

La séance est levée à 9 h 10.